

Gustave ADOR,

*Président du Comité international, délégué de la Suisse
à la Société des Nations.*

Exposé du projet à la cinquième Commission de la Société des Nations.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Notre commission est saisie par l'assemblée d'un projet très intéressant dû à l'initiative généreuse du président de la Croix-Rouge italienne, M. le sénateur Ciraolo.

Ce projet proclame la nécessité d'une organisation internationale destinée à participer à l'œuvre de secours en faveur des peuples frappés par des calamités.

Avant de vous l'exposer, qu'il me soit permis de rendre hommage au haut idéal de son auteur et à la persévérance avec laquelle il a poursuivi depuis deux ans la réalisation de sa noble et belle idée.

Il l'a fait avec cette chaleur communicative, cette élévation de pensées et cet enthousiasme pour la défense de l'humanité frappée par des désastres qui plongent dans le deuil des populations et des contrées, qui sont un des traits caractéristiques du génie et des traditions philanthropiques de nos amis d'Italie.

Avant d'exposer les grandes lignes de ce projet, je rappelle qu'il a été présenté en premier lieu aux sociétés nationales de la Croix-Rouge, réunies à Genève, en conférences.

La XI^{me} Conférence y a donné son entière approbation par une résolution votée le 1^{er} septembre 1923 par une cinquantaine de Croix-Rouges et les délégués de 38 gouvernements.

Elle a chargé les organes de la Croix-Rouge internationale de prendre tous arrangements utiles au succès de cette œuvre internationale de secours et formé le vœu que le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations dans leur prochaine session, acheminant vers sa réalisation l'œuvre éminemment humanitaire du sénateur Ciraolo.

Il faut rappeler, en effet, qu'en même temps que l'idée prenait corps, elle sortait de la compétence exclusive des sociétés

Gustave Ador.

de la Croix-Rouge. Saisie en effet de la question en mai 1922, la Conférence de Gênes la renvoya à la Société des Nations.

Le Conseil, après avoir entendu l'auteur du projet, chargea le secrétariat de la Société des Nations d'étudier ce projet au quadruple point de vue juridique, financier, politique et administratif.

Cette étude a donné lieu au rapport présenté par le secrétariat au Conseil qui, après en avoir pris connaissance, a décidé de soumettre ce rapport et le projet lui-même à l'examen de l'Assemblée.

Présenté sous la forme d'un projet de statut ou pacte fondamental, l'auteur envisage une coopération inter-gouvernementale fondée sur le principe de l'assurance.

Les gouvernements s'engageraient par une convention dûment ratifiée à participer à la constitution d'un fonds pouvant être utilisé sous l'égide d'un organisme international, en vue d'apporter immédiatement des secours dans le cas d'une calamité grave se produisant sur le territoire d'un des Etats participant à l'œuvre.

La fédération serait placée sous la surveillance de la Société des Nations qui n'assumerait pas d'autre responsabilité que celle d'une haute institution consultative et protectrice.

L'exécution du projet serait confié, au point de vue technique, à la Croix-Rouge internationale, c'est à dire au Comité international à Genève et à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ainsi qu'aux sociétés nationales de la Croix-Rouge appelées à intervenir immédiatement en cas de désastres avec un fonds en espèces suffisant pour répondre aux besoins les plus pressants et les plus immédiats.

En temps ordinaire, ce fonds consisterait pour chaque territoire — qu'il soit la contribution du gouvernement du territoire intéressé ou le produit de collectes particulières — en un dépôt d'espèces auprès de la banque centrale locale. Les crédits votés par les gouvernements resteraient ainsi dans les limites de leur juridiction territoriale.

Exposé du projet.

La Société des Nations n'aurait aucune responsabilité directe à leur égard ; l'usage des fonds constituerait une question d'ordre technique concernant les organes de la Croix-Rouge sous la surveillance d'une organisation internationale.

Le rapport du secrétariat expose comment M. Ciraolo envisage le fonctionnement de l'œuvre de secours dans les différentes phases d'une calamité, la proportion suivant laquelle les Etats participants pourraient contribuer à la constitution du fonds de mutualité, la répartition des charges financières, etc...

Le rapport et le projet vous ayant été distribués, je dois me borner à vous en recommander la lecture attentive, ne pouvant pas dans cet exposé sommaire entrer dans plus de détails.

Il me suffira d'insister sur le double caractère d'un système de garantie internationale et de collaboration effective des sociétés nationales de la Croix-Rouge devenant les véritables organes techniques d'exécution.

En plaçant cette fédération sous son égide, je rappelle également que la Société des Nations n'assume aucune responsabilité financière.

L'enquête que le Conseil propose très justement d'ouvrir auprès de tous les gouvernements et des organes de la Croix-Rouge leur fournira l'occasion de suggérer toutes les modifications jugées utiles et nécessaires pour le bon fonctionnement de l'œuvre.

Le Comité international de la Croix-Rouge qui, dès le début a chaudement appuyé la généreuse initiative de M. Ciraolo, n'a cessé de faire une active propagande en cherchant à créer un courant d'opinion favorable et à intéresser notamment la presse, les parlements et les corps savants.

On vous a distribué une brochure de M. Raoul Montandon, président de la Société de géographie de Genève, qui témoigne du courant scientifique favorable qui s'est formé parallèlement au courant d'opinion purement philanthropique qui emporte le projet vers sa réalisation. Les savants commencent à s'éprendre de l'idée d'une carte mondiale des calamités, tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, sécheresses, etc.,

qui criblent le globe terrestre de leurs taches. Des lettres reçues au Comité international de la Croix-Rouge de tous les points du monde et notamment de l'Académie royale de Belgique, de l'Université d'Aberdeen, des observatoires de Budapest, de Louvain, de Barcelone et de Grenade, des instituts géologiques de Bombay, de Berlin, ne laissent aucun doute sur l'intérêt suscité dans les corps savants par cette question. Au surplus, ces corps ont l'habitude des travaux concertés. La carte du ciel se poursuit selon une méthode unifiée grâce à la collaboration des grands observatoires du monde. Une autre entreprise collective, la carte du monde à l'échelle du millionième, est en cours d'exécution. On peut escompter que la science ne tardera pas à nous donner une carte des calamités.

Il suffit d'invoquer le témoignage d'un glaciologue réputé, ancien secrétaire général de la Société de géographie de Paris, M. Charles Rabot, le traducteur des œuvres de M. Nansen.

A son avis l'enquête devrait être poursuivie suivant les principes rigoureusement scientifiques et comprendre deux chapitres : la dynamique interne (tremblements de terre, éruptions volcaniques) et la dynamique externe (inondations, ouragans, tempêtes de neige). Tous les phénomènes de la dynamique externe sont fonctions des variations climatiques. Une enquête approfondie de ces manifestations éclairerait donc singulièrement la question encore si confuse des oscillations du climat. Dans un troisième chapitre on passerait en revue les épidémies, les invasions de sauterelles et peut-être serait-il possible de dégager les relations existant certainement entre ces calamités et les phénomènes de l'atmosphère.

Ce programme présenterait l'avantage d'apporter la lumière et l'ordre dans des études scientifiques restées jusqu'ici confuses et fournirait des indications intéressantes au point de vue humanitaire. On arriverait, pense-t-il, à démontrer sinon la périodicité, tout au moins la récurrence de certaines périodes fécondes en cataclysmes, à dégager les prodromes de ces périodes ; d'où les moyens de les prévenir dans une certaine mesure et par suite, de prendre des précautions au préalable.

La Société des Nations restera-t-elle en arrière de ceux qui lui montrent la voie, des Croix-Rouges, des corps savants, des parlements même, puisque le mois dernier l'Union interparlementaire a pris position en faveur du projet qui occupe aujourd'hui la V^{me} Commission ?

Que propose le Conseil au surplus ? Dans sa séance du 10 septembre, il a pris la résolution suivante :

« Le Conseil après avoir pris connaissance avec un vif intérêt du rapport préparé par le secrétaire général sur le projet du sénateur Ciraolo, soumis à l'examen de l'Assemblée ledit projet, ainsi que le rapport du secrétaire général et prie l'Assemblée de l'autoriser à charger le secrétaire général :

1^o de communiquer aux différents gouvernements ces deux documents, ainsi que les remarques qui pourraient être présentées à leur sujet par les organisations de la Croix-Rouge, et de prier les gouvernements de transmettre leurs observations au secrétariat ;

2^o de tenir de temps à autre le Conseil au courant des réponses faites par les gouvernements, afin de lui permettre de soumettre à l'Assemblée, en s'inspirant de ces réponses, toutes propositions qu'il pourrait juger opportunes. »

Cette résolution ne saurait soulever d'objection sérieuse, puisqu'elle se borne à charger le secrétariat d'enquêter auprès des gouvernements et des organisations de la Croix-Rouge et d'en transmettre le résultat au Conseil pour lui permettre de faire ultérieurement des propositions à l'Assemblée.

Pourquoi les gouvernements reculeraient-ils devant un principe qu'ils mettent en pratique depuis longtemps. La Société des Nations a donné l'exemple à maintes reprises au cours de ces dernières années de ces élans de générosités qui la soulèvent devant les calamités qui s'abattent à l'improviste tantôt sur un point, tantôt sur l'autre du globe. Il ne s'agit, somme toute, que de consacrer un état de fait, de codifier une charité désordonnée, de canaliser pour les rendre plus efficaces des manifestations de solidarité qui ne demandent qu'à se produire. Est-il nécessaire de rappeler ce qui s'est passé à l'occasion de la famine

Gustave Ador.

en Russie, des tremblements de terre au Chili, en Perse et de l'effroyable cataclysme qui vient de s'abattre sur le Japon ?

L'humanité continuera-t-elle à se laisser prendre au dépourvu et ne sera-t-elle jamais sur ses gardes que contre elle-même ?

En faisant sienne la résolution du Conseil, l'Assemblée prouvera l'importance qu'elle attache à l'étude de cette question et félicitera M. Ciraolo de sa très louable initiative.
